

Règlement sur les puces 2

La compétitivité de l'UE est liée aux semi-conducteurs. Le premier règlement sur les puces a permis d'attirer un certain nombre d'investissements dans les capacités de fabrication et de faciliter le passage du laboratoire à l'usine.

Toutefois, des défis subsistent, en particulier en ce qui concerne la fabrication avancée et les puces d'IA. Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour consolider le rôle de l'UE en matière de développement d'une large gamme de technologies liées aux puces et pour renforcer l'ensemble de la chaîne de valeur des semi-conducteurs, y compris les matériaux, les équipements, la conception et la fabrication.

Notre avis en tant qu'association de consommateurs agréée sur le territoire français et membre de l'European Consumers Union :

En résumé, la commission Européenne souhaite mettre à jour la loi de 2023 concernant les semi-conducteurs pour une orientation autour de la souveraineté et résilience européenne. Cette loi a permis/favorisé 80 milliards d'euros d'investissement et l'approbation de 8 aides d'état pour des installations et fabrication innovantes avec une mise en œuvre de 80% de son programme en recherche et développement.

Actuellement, l'Europe est dépendante technologiquement et manque de visibilité sur les mises à dispositions, entraînant un impact sur la compétitivité de nos industries.

Les solutions envisagées sont sur plusieurs axes dont l'importance de renforcer la capacité de production, surveiller l'écosystème et interroger les parties prenantes.

Les impacts seraient de 3 ordres : économique, social et environnemental.

Nous rappelons la situation de la France qui subit une désindustrialisation de masse depuis presque 40 ans.

Si, par les besoins du numérique, une réindustrialisation serait possible, ayant un impact positif sur l'emploi d'un point de vue social, nous sommes plus circonspects concernant l'impact environnemental/

Le travail autour des semi-conducteurs nécessite une consommation d'eau importante et en conséquence une attaque au bien commun de la population européenne.

En conséquence, cela nécessiterait un investissement fort en termes de recherche et développement pour réduire les impacts sur la consommation de l'eau et d'énergie.

Nos revendications

- Nous condamnons et combattons avec ardeur tout ce qui peut conduire à priver les générations à venir de leur droit le plus élémentaire, celui de jouir d'une planète en bonne santé.
- Pour pouvoir espérer un tel résultat, nous portons avec fermeté l'idée que la consommation (biens et services) doit s'extraire de la logique destructrice liée à la prédateur des marchés.